

## Newsletter n°16 : Crise du multilatéralisme, retour des quotas laitiers, exception agri-culturelle, sécurité alimentaire en Afrique, modèle coréen

---

Bonjour,

Le multilatéralisme bute depuis dix ans sur les questions agricoles, pourtant l'Union européenne peine à être force de propositions. Dans le même temps, elle fait œuvre d'un activisme certain en multipliant des accords bilatéraux (CETA, Mercosur, etc.). Dans [cet article, de Frédéric Courleux, publié dans la revue Paysans et Société](#), nous soutenons l'idée que **la fuite en avant dans les accords bilatéraux est le moyen pour la Commission européenne de conserver un leadership idéologique pour ne pas avoir à reconnaître sa responsabilité dans le blocage du multilatéralisme**. Cette position est intenable pour l'agriculture européenne et met en danger la construction européenne.

La prochaine Commission arrivera-t-elle à dépasser cette contradiction ? Il faut l'espérer. L'enjeu climatique peut-il être l'occasion d'une reconception du logiciel politique européen ? Dans son discours de candidature devant le Parlement européen, **la nouvelle Présidente Ursula von der Leyen a fait preuve de volontarisme en promouvant notamment [un Green Deal européen](#)**. A l'instar des Etats-Unis où Green New Deal rime avec retour de la maîtrise de l'offre en agriculture, au moins parmi les principaux candidats démocrates à l'investiture, va-t-on assister à une réhabilitation des quotas de production dans la PAC ? On ne peut que souhaiter **le retour des quotas, notamment laitiers, tant ce type d'instruments a la faculté de gérer conjointement des ressources naturelles et l'équilibre des marchés**.

Cette potentielle reconfiguration du logiciel politique européen passerait également par une **révision de la politique commerciale de l'UE comme le défendent [l'Institut Veblen et la Fondation pour la Nature et pour l'Homme dans un récent rapport](#)**. Les questions agricoles avec notamment la promotion de l'exception agri-culturelle ainsi que les enjeux entourant les tribunaux d'arbitrage Etat-investisseur y sont particulièrement bien traités.

Nous souhaitons également porter à votre connaissance [propose de lier changement climatique et sécurité alimentaire](#). Constatant l'amplification du déficit commercial de l'Afrique en matière alimentaire, la capacité du berceau de l'humanité à assurer sa sécurité alimentaire devient d'autant plus tributaire de chocs climatiques que **rien n'a été fait entrepris par la communauté internationale pour stabiliser les cours des marchés internationaux depuis une décennie**.

Enfin, nous relevons que [la Banque Africaine de Développement \(BAD\) propose de s'intéresser à la trajectoire des politiques agricoles en Corée du Sud depuis les années 1960](#) pour soutenir l'idée que développement agricole et sécurité alimentaire sont des préalables au développement économique.

Bonne lecture !